

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

INSTRUCTION N° 23265/DEF/CAB

relative à l'organisation de l'état-major interarmées des commandants supérieurs dans les départements et territoires d'outre-mer, de l'état-major interarmées du commandant des forces françaises stationnées à Djibouti et de l'état-major interarmées du commandant des forces françaises du Cap-Vert.

Du 15 juin 2000

CABINET DU MINISTRE.

INSTRUCTION N° 23265/DEF/CAB relative à l'organisation de l'état-major interarmées des commandants supérieurs dans les départements et territoires d'outre-mer, de l'état-major interarmées du commandant des forces françaises stationnées à Djibouti et de l'état-major interarmées du commandant des forces françaises du Cap-Vert.

Du 15 juin 2000

NOR D E F M 0 0 5 1 2 9 7 J

Références :

- a). Décret 75-851 du 05 septembre 1975 (BOC, p. 3422) modifié.
- b). Décret 75-874 du 24 septembre 1975 (BOC, p. 3556) modifié.
- c). Décret 77-668 du 28 juin 1977 (BOC, p. 2297) modifié .
- d). Décret 91-668 du 14 juillet 1991 (BOC, p. 2487).
- e). Arrêté du 28 août 1991 (BOC, p. 2960) modifié.
- f). Arrêté du 26 juin 1997 (BOC, p. 3885) modifié.
- g). Arrêté du 30 décembre 1999 (BOC, 2000, p. 411) modifié.
- h). Instruction 21340 /DEF/CAB du 04 juin 1996 (BOC, p. 2586) modifiée.
- i). Instruction 41944 /DEF/CAB du 21 octobre 1996 (BOC, p. 4286).
- j). Instruction n° 1001/DEF/EMA/OL/2 du 22 mai 1998 (n.i. BO).
- k). Directive n° 552/DEF/EMP/3/DR du 20 mai 1998 (n.i. BO).
- l). Instruction n° 529/DEF/BUDGET/T/III/NP du 8 octobre 1998 (BOC, p. 4018).

Pièce(s) Jointe(s) :

Une annexe.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 105.1.2.2.1, 110.6.3.

Référence de publication : BOC, 2000, p. 2864.

1. CRÉATION.

Les décret susvisés, fixant les attributions des commandants supérieurs (*COMSUP*) dans les départements et territoires d'outre-mer, et des commandants des forces françaises (*COMFOR*), prévoient que ces autorités « disposent d'un état-major interarmées dont les effectifs sont fixés par le ministre chargé des armées ».

2. MISSIONS.

Pour exercer ses responsabilités, le COMSUP/ COMFOR dispose d'un état-major interarmées (*EMIA*) qui traite essentiellement :

- des opérations : planification, commandement et contrôle, renseignement ;
- de la logistique opérationnelle ;
- de l'organisation générale des moyens ;
- de la coordination interarmées (en particulier, le soutien commun, l'infrastructure, la prévention, l'environnement) ;

- des charges relatives aux compétences territoriales (en particulier, la discipline générale, le service de garnison, le logement, l'action sociale, les réserves, le contentieux des dommages, les affaires pénales militaires) ;
- des relations avec les armées, ou des autorités, étrangères dans des conditions définies par directives du chef d'état-major des armées (*CEMA*) ;
- des systèmes d'information et de communication ;
- des missions spécifiques confiées par le *CEMA* au *COMFOR*.

L'*EMIA* peut contribuer à la mise sur pied d'un poste de commandement interarmées de théâtre (*PCIAT*).

3. SUBORDINATION.

Placé sous les ordres d'un colonel ou d'un capitaine de vaisseau breveté de l'enseignement militaire supérieur, chef de l'état-major interarmées (*CEMIA*), l'*EMIA* relève du COMSUP/ COMFOR, aussi bien pour son emploi que dans le domaine organique tel qu'il est défini par le décret du 14 juillet 1991 cité en référence *d*). Pour l'exercice de leurs attributions d'adjoints du COMSUP/COMFOR, et pour celles qu'ils exercent en son nom, les adjoints d'armée disposent de l'*EMIA*.

4. ORGANISMES RELEVANT DE L'EMIA.

Le bureau interarmées du logement (*BIL*), le bureau de garnison (*BG*), et l'aumônerie, sont placés sous l'autorité d'emploi du COMSUP/COMFOR qui peut se faire assister par l'un de ses adjoints ou par le *CEMIA*. Sous réserve des attributions de leur direction, il en est de même pour le poste de protection et de sécurité de la défense (*PPSD*), le centre du service national (*CSN*), et le district social.

Le *BIL* et le *BG* relèvent organiquement du COMSUP/COMFOR.

Pour alléger la rédaction, dans toute la suite du texte, les dispositions décrites pour « l'*EMIA* » s'appliquent au *BIL* et au *BG*, ainsi qu'à l'aumônerie pour ce qui concerne les modalités de son soutien matériel.

5. ORGANISATION.

L'organisation détaillée de l'*EMIA* est fixée au point 5 de l'instruction rappelée en référence *j*), qui définit les fonctions à exercer. Le champ de compétence des divers bureaux peut, s'il y a lieu, être ajusté par les COMSUP/COMFOR dans les limites des effectifs qui leur sont consentis.

6. EFFECTIFS.

Les effectifs civils et militaires de l'*EMIA* figurent sur un tableau des effectifs autorisés (*TEA*) et un tableau de répartition des effectifs autorisés (*TREA*) approuvés par le ministre. L'*EMIA* fait l'objet d'un tableau unique des effectifs (*TUE*) approuvé par le *CEMA*, qui précise en particulier le grade et la qualification nécessaires pour chaque fonction.

7. GESTION, ADMINISTRATION ET DISCIPLINE DU PERSONNEL.

Le personnel militaire et civil affecté au sein de l'*EMIA* peut provenir des trois armées, de la gendarmerie nationale, des services de soutien interarmées et du service militaire adapté.

Le chef de l'*EMIA* exerce, vis-à-vis du personnel affecté à l'*EMIA*, les attributions identiques à celles d'un chef de corps.

7.1. Notation.

Une décision de l'état-major des armées (*EMA*) fixe, en concertation avec les états-majors d'armée, les modalités de notation du personnel militaire affecté à l'*EMIA*, en vue de leur harmonisation entre les armées.

7.2. Administration.

L'*EMIA* administre le personnel militaire qui lui est affecté selon la réglementation en vigueur dans chaque armée, direction ou service interarmées.

Les actes administratifs relevant exclusivement de l'armée d'appartenance de ce personnel sont à la charge de l'unité locale désignée par l'état-major d'armée concerné.

Le personnel civil de l'*EMIA* est administré par l'organisme unique chargé de l'administration de l'ensemble du personnel civil affecté au territoire.

7.3. Discipline.

Le chef de l'*EMIA* exerce les pouvoirs disciplinaires identiques à ceux de chef de corps à l'égard du personnel militaire affecté à l'*EMIA*.

Les pouvoirs de l'autorité militaire immédiatement supérieure au chef de corps (*AMIS*) sont exercés par :

- les *COMSUP/COMFOR* (1) à l'égard des militaires des services de soutien interarmées ;
- leurs adjoints à l'égard du personnel militaire de leur armée d'appartenance.

En application de l'arrêté rappelé en référence *e*), les *COMSUP/COMFOR* détiennent, à l'égard de l'ensemble des militaires du rang, les pouvoirs disciplinaires identiques à ceux du ministre prévus à l'article 34 du décret portant règlement de discipline générale dans les armées.

8. MATÉRIELS.

La dotation en équipements [essentiellement les véhicules, l'armement individuel et les matériels de protection nucléaire, bactériologique et chimique (*NBC*)] de l'*EMIA* est fixée par l'état-major des armées.

L'armement individuel est stocké par la formation support (base de soutien à vocation interarmées ou unité des forces).

La maintenance est assurée soit par le corps support de l'*EMIA*, soit par l'organisme chargé de centraliser la maintenance de ces matériels au titre de l'organisation du soutien des matériels communs.

En matière de responsabilité et de suivi du matériel, les règles applicables au sein de l'*EMIA* sont celles de l'armée chargée du soutien.

9. SOUTIEN GÉNÉRAL.

Sous réserve des dispositions décrites au deuxième alinéa du 8 ci-dessus, le soutien général de l'*EMIA* (hébergement, alimentation, transport, instruction, formation militaire, matériels) est assuré par un corps support (2) désigné en annexe, selon les termes d'un protocole passé entre ce dernier et l'*EMIA*, conformément aux instructions de références *h*) et *i*). Le protocole précise les attributions respectives du corps support et de l'*EMIA*.

10. BUDGET.

10.1. Fonctionnement.

Le *COMSUP/COMFORT* dispose d'un budget de fonctionnement alloué par l'*EMA*.

Ce budget est destiné à financer les besoins de *COMSUP/COMFOR* et de l'*EMIA*. Il couvre trois catégories de dépenses :

- les dépenses du *COMSUP/CONFORT* (cabinet, communication, représentation, résidence) ;
- le fonctionnement de l'*EMIA* (relations publiques, frais de déplacement, fonctionnement courant, y compris la maintenance des matériels, entretien locatif et entretien programmé des installations de l'*EMIA*) ;
- la participation aux dépenses des activités interarmées [conformément à l'instruction de référence 1)], y compris à celles des actions de coopération régionale.

Une instruction particulière, prise sous le timbre du bureau budget et finances de l'*EMA*, définit les modalités de mise en place et les règles de gestion de ce budget.

10.2. Investissement.

10.2.1. Equipements.

L'*EMA* finance, sur son budget d'investissement le renouvellement des équipements et matériels divers nécessaires au fonctionnement de l'*EMIA*, notamment les systèmes d'information et de communication, le mobilier et les matériels de bureau, les véhicules de la gamme commerciale, les matériels de climatisation.

10.2.2. Infrastructure.

Les dépenses d'investissement, de travaux d'adaptation et de mesures conservatoires relatives aux installations de l'*EMIA* (construction et réhabilitation) sont financées à partir des crédits d'investissement (titre V) du budget de l'*EMA* sur le chapitre « infrastructure » relevant de la compétence de la division organisation et logistique.

11. INFRASTRUCTURE.

Les dispositions relatives aux dépenses d'investissement (titre V) et d'entretien locatif et programmé (titre III) sont décrites au 10 ci-dessus.

La réalisation des travaux, comme l'exécution des opérations financières induites, sont assurées par la direction des travaux.

12. CONTRÔLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE EXTERNE.

La vérification des comptes est assurée, pour le compte du ministre, par un commissaire de la direction locale du commissariat.

La surveillance administrative et technique de l'*EMIA* est de la responsabilité du *COMSUP/COMFOR* qui peut l'exercer soit directement, soit, comme le prévoit l'article 2 de l'arrêté rappelé en référence f), en déléguant sa signature à des autorités relevant d'une armée ou d'un service interarmées.

13. CONTRÔLE DE GESTION.

Le *COMSUP/COMFOR* adresse à l'*EMIA* (courant du dernier quadrimestre de l'année) une directive annuelle de gestion, élaborée en liaison avec le chef de l'*EMIA*.

Chaque année, dans le courant du premier quadrimestre, l'autorité de tutelle organise et préside un conseil de gestion au cours duquel l'*EMIA* présente les résultats essentiels qu'il a obtenus au cours de l'exercice précédent. Les écarts enregistrés entre les objectifs fixés par la directive annuelle et les résultats atteints donnent lieu à explications.

A l'issue du conseil de gestion, un procès-verbal est établi et adressé à titre de compte rendu à l'*EMA*.

14. INSPECTION.

Le COMSUP/COMFOR inspecte l'*EMIA* selon une périodicité annuelle.

Le *CEMA* dispose d'un pouvoir d'inspection qu'il exerce directement ou par l'intermédiaire de visites ponctuelles et thématiques réalisées par un officier qu'il a mandaté.

Le ministre de la défense,

Alain RICHARD.

(1) Pour l'*EMIA* du Cap-Vert, le COMFOR est aussi AMIS à l'égard des militaires de la marine.

(2) Ou plusieurs, selon la nature du soutien.

ANNEXE.
**DÉSIGNATION DES FORMATIONS ASSURANT LE SOUTIEN DES EMIA OUTRE-MER ET EN
AFRIQUE.**

- a). Antilles : 33^e *RIMa* (*EMIA*, BIL/BG) ; 41^e *BIMa* (*COMILI* Guadeloupe).
- b). Guyane : 9^e *RIMa*.
- c). *FAZSOI* : 2^e *RPIMa*.
- d). Polynésie française : base navale/organismes de soutien de la marine, selon nature du soutien, sauf RIMAP/P pour le soutien des véhicules de la gamme commerciale (1^{er} niveau, technique d'intervention) et de l'armement de petit calibre, ainsi que pour la comptabilité du budget.
- e). Nouvelle-Calédonie : RIMaP/NC.
- f). Djibouti : *BSVIA* de Djibouti/Ambouli.
- g). Cap-Vert : *BSVIA* de Ouakam.